

**Convention collective**

**ENTREPRISES AGRICOLES  
DE DÉSHYDRATATION  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)  
(20 mars 1970)**

(Etendue par arrêté du 16 juillet 1971,  
*Journal officiel* du 17 août 1971)

■ *Journal officiel* du 2 avril 2005

**Arrêté du 9 mars 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne**

NOR : AGRF0500716A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1971 portant extension de la convention collective de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 6 avril 2004 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 23 octobre 2004 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'avenant n° 108 du 6 avril 2004 à la convention collective de travail du 20 mars 1970 concernant les entreprises agricoles de déshydratation de la région Champagne-Ardenne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Le cinquième alinéa de l'article 3 (Organisation du travail dans le cadre du poste de nuit) est entendu sous réserve du respect des dispositions du I de l'article R. 213-3 du code du travail.

Le quatrième alinéa de l'article 4 (Limitation au recours au travail de nuit des travailleurs de nuit) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 213-5, dernier alinéa, du code du travail.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective du 20 mars 1970 précitée.

### Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
*L'ingénieure en chef du génie rural,  
des eaux et des forêts,*  
V. METRICH-HECQUET

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/41 en date du 6 novembre 2004, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 €.